

20 juin 2019



Association ALPAF



# Assemblée Générale

Lors du groupe de travail CNAS/CTM de la semaine dernière, le chamboulement dans la gouvernance de l'Action Sociale ministérielle au sein d'un opérateur unique a été avancé ; ceci sans arguments réellement convaincants, pas plus que compréhensibles. Nos représentant.e.s ne sont ressortis de cette instance qu'avec une annonce : le rapprochement de l'ALPAF et de la Masse des Douanes n'était pas d'actualité.

Cette évolution, pour certain.e.s écrite dans le marbre, se fait dans un contexte politique et budgétaire particulier, inacceptable pour **Solidaires Finances** de dynamitage de la Fonction Publique, de remise en cause du service public de proximité et de suppression massive d'emplois publics, de réduction drastique des budgets publics mais également d'année en année de réduction des crédits d'action sociale. Ce qui ne permet plus aux associations des MEFs (ALPAF, AGRAF et EPAF) de répondre aux besoins des agents tels qu'ils ont été précisés par deux circulaires du ministère des Finances des 6 janvier 1946 et 13 août 1948 indiquant notamment que l'action sociale a pour objet l'amélioration des conditions de vie des agents et de leur famille. Mais si, jusqu'à présent, on parlait du fonctionnaire et de son statut, du Code des pensions civiles et militaires, aujourd'hui, dans l'optique ultra libérale, il faut faire table rase de tout cela, y compris de l'Action Sociale. On étrangle la fonction publique avec toutes les garanties qu'elle présentait pour les citoyen.ne.s et, s'agissant des MEFs, les garanties pour les contribuables, et on lui coupe les vivres.

Plus concrètement, **Solidaires Finances** revendique une subvention à hauteur des besoins des agents ainsi que la réintégration du gel de 5% décidé unilatéralement par le ministre sans aucune explication. De plus, l'ALPAF est en danger : la loi ELAN est inapplicable en l'état, et le Ministère a particulièrement brillé par son inaction. Nous savons que les acteurs du logement social, les services de l'ALPAF en particulier, sont fort agissant pour obtenir des décrets d'application qui permettraient de poursuivre raisonnablement notre activité.

S'agissant de la convention, nous sommes dans l'incertitude complète, bien qu'une convention triennale 2020/2022 ait été évoquée. Cette nouvelle convention sera-t-elle vraiment discutée avec les fédérations syndicales ? Fera-t-elle l'objet de navettes comme par le passé entre la tutelle et l'association ? On ne peut qu'en douter compte tenu du calendrier maintenant contraint pour le faire et de la position du Secrétariat Général !

Dans ses revendications, **Solidaires Finances** a toujours défendu et porté une Action Sociale de haut niveau gagnée dans des luttes syndicales, notamment en 1989. Ceci est particulièrement vrai pour le logement social car c'est à partir de cette date que l'ALPAF s'est lancée dans une politique dynamique de réservation de logements. L'Action Sociale doit bénéficier au plus grand nombre d'agent.e.s des ministères économiques et financiers et mettre l'humain au cœur des préoccupations. **Pour Solidaires Finances si l'Action Sociale a un coût, elle n'a pas de prix.**

**Aujourd'hui le respect des engagements des anciens gouvernants n'est plus de mise et on nous promet baisse des crédits, baisse de la subvention...**

C'est bien la réalité qui nous a été présentée la semaine dernière au travers des différents scénarii résultant des audits du CGefi; les représentant.e.s des usager.e.s sont dans l'attente des choix qui seront exprimés par le Secrétariat Général au cours du CNAS du 4 juillet prochain et des lettres de mission aux associations.

**Solidaires Finances** précise que, tant le patrimoine d'EPAF, que la restauration AGRAF avec ses tarifs sociaux, et que les réservations et les aides ALPAF doivent être intégralement sauvegardées et améliorées. C'est que veulent les agents, et c'est cela que nous défendons.

L'Action Sociale pour les agent.e.s des MEF a été conquise à l'issue du conflit de 1989, les pouvoirs publics préférant ainsi solder les comptes sans accéder aux revendications salariales. **Solidaires Finances** n'acceptera pas la grande braderie de l'Action Sociale sacrifiée sur l'autel de la rentabilité. Les agents des MEFs méritent mieux que cela !!

**L'action sociale, notre action sociale est en péril !**

**Il appartient à nous toutes et tous de la sauvegarder !**